

LECO

de la semaine

01 au 04 Avril 2025



SOMMAIRE

Administration - La douane se modernise avec l'intelligence artificielle	2
Vanille : Des pistes de mesures viables pour relancer la filière.....	2
Tetikasa Volobe faharoa : Hamokatra herinaratra 120MW ny taona 2030.....	3
Compagnie aérienne : Madagascar Airlines renforce sa flotte	4
Mines - Rio Tinto augmente sa contribution fiscale	4
Technologie agricole - Première récolte de champignons Juncao	5
Mahajanga - Départ des premiers bateaux pour les Comores.....	5
Baie de Tsimipaika : Un retour en force de la pêche aux sardinelles	6
Marché public : Renforcement des capacités pour le personnel de la CNM.....	6
Transport aérien - Madagascar Airlines étoffe sa flotte	6
Énergies renouvelables : Vers la mise en œuvre effective du Pacte énergétique	7
Filière BTP : Soutien renforcé par la Fondation Hiroshi Uchida-Daiho	7
Madagascar – UE : renforcement de la coopération	8
Commerce – Les produits provenant de Madagascar taxés jusqu'à 47% par les États-Unis à partir du 9 avril, à l'exception de certains produits miniers.....	9
Partenariat - Le secteur privé et la Justice se donnent la main.....	9
Le riz importé baisse, le riz local en hausse : Analyse des causes et des enjeux	9
Sommet de la COI : des circuits spéciaux attendent les touristes.....	11

Administration - La douane se modernise avec l'intelligence artificielle

IRINA TSIMIJALY | 01 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Douane malgache intègre l'intelligence artificielle pour améliorer ses contrôles, accélérer les dédouanements et renforcer la lutte contre la fraude.

La Douane malgache accélère sa transition numérique par l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans ses opérations. Cette évolution permet la détection en temps réel des fraudes, l'optimisation des contrôles et la réduction des délais de dédouanement. L'objectif : renforcer l'efficacité des services et la transparence des procédures. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment salué cette démarche.



Le 27 mars, au siège du FMI à Washington, la Douane malgache a été mise en lumière lors d'un panel de haut niveau. Aux côtés de grands groupes technologiques – Google, Microsoft, Meta, IBM, OpenAI – elle a présenté sa stratégie d'intégration de l'IA. Ce forum visait à explorer les opportunités de collaboration entre les entreprises technologiques et les administrations douanières et fiscales. La Douane malgache était l'une des rares institutions publiques invitées, avec l'Administration fiscale australienne.

Le directeur général, Ernest Lainkana Zafivanona, y a exposé l'expérience de Madagascar en matière d'innovation douanière. « Nous devons tirer parti des gains

d'efficacité, de précision et de réactivité offerts par l'IA », a-t-il déclaré. Cette reconnaissance internationale s'inscrit dans un processus de modernisation engagé depuis plusieurs années.

Instantanément

L'un des piliers de cette transformation repose sur l'exploitation intelligente des données. La Douane utilise désormais le système Enhanced Risk Assessment (ERA), un outil de gestion des risques fondé sur l'IA. Ce système permet de détecter instantanément les anomalies dans les déclarations et d'identifier les opérations suspectes avant leur validation.

Ce dispositif est connecté à un entrepôt de données (data warehouse) opérationnel depuis la fin de 2024. Il centralise et analyse des millions d'informations issues de SYDONIA, la plateforme de gestion douanière. Le croisement de ces données permet de repérer plus rapidement les fraudes et de cibler avec précision les contrôles.

L'automatisation des procédures a également contribué à l'accélération des dédouanements. Selon le FMI, cette modernisation a permis de réduire significativement les délais d'attente tout en améliorant la lutte contre la fraude. Le directeur général souligne que le développement d'une véritable culture de la donnée est essentiel pour maximiser les bénéfices de l'IA.

Mais la modernisation ne se limite pas aux outils technologiques. La Douane a également instauré une gestion axée sur la performance. Chaque responsable est évalué selon des indicateurs clés de performance (KPI), liés à des contrats d'objectifs. Ce mode de gestion, en place depuis plusieurs années, facilite le pilotage et le suivi des résultats.

Vanille : Des pistes de mesures viables pour relancer la filière

R. EDMOND. | 01 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Le gouvernement est plus que jamais déterminé à relever le défi de la relance de la filière vanille.

Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, qui en assure la tutelle technique, concocte une batterie de mesures à court, moyen et long termes pour redonner à cette filière sa place dans le développement économique du pays.

Surstock

Pour rappel, le compte-rendu du conseil des ministres du 19 mars dernier fait état d'un surstock au sein de la filière vanille. Les statistiques disponibles confirment cette situation. En effet, d'après les estimations des industriels de l'agroalimentaire et des arômes, la demande mondiale

annuelle se limite actuellement à 2 500 tonnes. Une demande largement inférieure à l'offre mondiale, rien que les exportations malgaches se chiffraient pour la campagne 2023 – 2024 à 4 500 tonnes, selon les données fournies par la douane et les rapports de l'International trade center. La production mondiale issue des grands pays producteurs comme Madagascar, Indonésie, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Mexique, Comores... est estimée à 8 000 tonnes. En somme, la Grande île offre presque le double de la demande mondiale. C'est cette surproduction, aggravée par une concurrence mondiale accrue, qui explique en partie l'effondrement des prix internationaux

de la vanille préparée, passés de 600 dollars en 2018 à seulement 50 à 80 dollars en 2024.

Phénomène d'expansion

Les analystes de la filière vanille expliquent notamment cette surproduction par la spéculation post-crise en 2018. En effet, les dégâts provoqués par le cyclone Enawo en 2017 ont provoqué une flambée des prix qui était à l'origine d'un phénomène d'expansion des plantations dans les zones de production. Alors qu'au niveau mondial, la concurrence devient de plus en plus rude. Notamment de la part de l'Indonésie réputée par une production à faible coût en raison d'une main d'œuvre bon marché et de l'utilisation de techniques intensives. L'Ouganda et la Papouasie Nouvelle Guinée sont aussi de sérieux concurrents avec leur qualité en forte croissance et leur label bio. Ou encore, le Mexique et les Comores avec leur marché de niche, haut de gamme et l'appellation « vanille authentique ». Mais la plus grave menace reste bien évidemment la vanille de synthèse qui représente plus de 97% du marché des arômes en raison de son coût, 20 fois inférieur à celui de la vanille naturelle.

Destruction massive.

Quoiqu'il en soit, Madagascar n'en est pas à sa première expérience de surproduction de vanille. Le fait historique le plus marquant aura été sans conteste la destruction massive de stocks de vanille. En effet, en 1983, pour éviter un effondrement des prix, les autorités sous le régime Ratsiraka avaient décidé de brûler publiquement des milliers de tonnes de gousse de vanille. Rappelons que cette surproduction massive était la conséquence de la libéralisation du secteur dans les années 1970, combinée à une demande internationale en baisse. Cette crise de la vanille avait provoqué de graves conséquences économiques, notamment la perte de revenus pour les planteurs et le développement d'un marché noir. On avait même assisté à une déforestation provoquée par certains paysans qui voulaient compenser les pertes par d'autres cultures. Des paysans qui avaient commencé à perdre leur confiance, quant à l'efficacité des politiques étatiques menées durant cette crise historique. Il n'y avait, par exemple, pas de politique de régulation des volumes exportés, alors que c'était le cas au début des années 80 avec le système « Vanilla Protocol ». La filière vanille est

également sous l'emprise des intermédiaires, véritables prédateurs sans pitié, qui ne laissent que des miettes aux paysans producteurs. Ces derniers ne perçoivent ainsi que 5 à 10% du prix final du produit. À cela s'ajoutent les effets néfastes du vol de vanille sur pied et l'instabilité des prix mondiaux, rendant la situation encore plus difficile pour les cultivateurs.



Un avenir meilleur. Face à ces défis, la filière vanille a plus que jamais besoin de mesures de relance. Les acteurs du secteur se réjouissent d'ailleurs de la volonté des autorités de s'attaquer aux causes profondes du problème. Elliot Zafy, président de l'Association des Sympathisants des Natifs d'Antalaha (ASNA), fait partie de ceux qui croient encore en l'avenir de cette filière, à condition de mettre en place des stratégies viables. Parmi les pistes envisagées figure la création d'un cartel des producteurs en collaboration avec l'Indonésie, l'Ouganda et le Mexique, afin de contrôler l'offre, à l'image de l'OPEP pour le pétrole. L'instauration d'un stockage stratégique est également suggérée, permettant de conserver une partie de la production en réserve en cas de surplus, comme le fait l'Inde pour ses épices. La valorisation de la qualité à travers une certification rigoureuse est une autre option, visant à généraliser le label « Vanille de Madagascar » avec des normes de vanilline supérieures à 2%. Les opérateurs encouragent également le développement du marché bio et équitable, en ciblant particulièrement les consommateurs européens et nord-américains. Enfin, la création d'une usine locale d'extraction de vanilline est même envisagée pour mieux tirer profit de cette précieuse épice. Bref, la mise en place d'un ensemble de mesures adaptées est plus que jamais nécessaire pour relancer durablement la filière vanille de Madagascar.

Tetikasa Volobe faharoa : Hamokatra herinaratra 120MW ny taona 2030

MALALA DIDIER | 01 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Miroso hatrany ny tetikasa Volobe faharoa na ny « Volobe amont » izay toby famokarana herinaratra hatsangana ao Toamasina II. Vokatra izany dia nampahafantarina ny zoma teo ny ivotoerana fampahalalam-baovao ny tetikasa, izay hita ao amin'ny birao fiasany eo Tanamakoa trano « Steamliner Box 6 ».

Napetraka ity ivotoerana ity mba entina ampahalalana ny be sy ny maro ny fizotra sy ny fandehan'ny asa rehetra atao aloha sy mandritra ny fananganana ny tetikasa Volobe faharoa, izay hanomboka ny taona 2026 ary hifarana ny taona 2030. Nandritra ity fitokanana ny fametrahana ny

ivotoerana fampahalalana ny vaovao eo anivon'ny tetikasa Volobe faharoa ity, no nahalalana fa misy ny fametrahana ny fitaovana « turbines » goavam-be miisa enina mandritra ny fananganana azy, sy famboarana rihandrano mirefy 300m ny habeny amin'ny haavo 25m, ary ny misy ny toerana fiasana ambanin'ny tany (galerie) mirefy 6,5km, hapetraka mandritra ny fananganana ilay orinasa famokarana herinaratra; eo koa ireo lalana 26km sy ny tetezana 150m izay hamboarina mandritra ny tetikasa rehetra. Mila toerana midadasika izany ny orinasa izay tsy maintsy mahakasika ireo mponina manodidina sy ny fivelomany.

Misy noho izany ny fiaraha-miasan'ny orinasa tamin'ireo mponina amin'ny fanakisahana sy fanonerana azy ny tany fivelomany tahaka ny teo aloha mandritra ny fametrahana ny orinasa ao Toamasina II. Hita ao amin'ny ivontoerana fampahalalam-baovao napetraka ity avokoa ny zavatra rehetra mifandraika amin'ilay tetikasa ary azon'ny rehetra jerena sy hanaovana fanadiadiana.

Amin'ny fotoana fahavitany sy hamokarany ny taona 2030 dia hanome herinaratra 120MW na 750GWh isan-taona ny orinasa, izay hamatsy an'i Toamasina sy ny kaominina manodidina azy ary i Madagasikara iray manontolo mihitsy.

Compagnie aérienne : Madagascar Airlines renforce sa flotte

ARH. | 01 AVRIL | LES NOUVELLES

Le nouvel ATR-72 de Madagascar Airlines, atterrira demain à l'aéroport d'Ivato. L'acquisition de cet appareil s'inscrit dans le cadre du Plan Phénix 2030, un programme de rénovation et de développement durable. A ce sujet, le directeur général de Madagascar Airlines, Thierry de Bailleul, a souligné que cette initiative traduit l'engagement de la compagnie à moderniser son service aérien. Un premier ATR-72 a déjà rejoint la flotte de Madagascar Airlines en décembre.

En décembre, lors de la réception du premier ATR-72, le ministre des Transports, Valéry Ramonjavelo, a rappelé

que ces appareils opérés par des équipages malgaches, illustrent la volonté nationale de valoriser le capital humain. Madagascar Airlines entend ainsi renforcer la connectivité du pays et dynamiser le secteur touristique.

L'objectif affiché : un retour à l'équilibre financier dès cette année. Pour y parvenir, Madagascar Airlines bénéficie du soutien de la Banque mondiale qui envisage un deuxième prêt de 35 millions de dollars, pour soutenir les investissements et accélérer le redressement de la compagnie.

Mines - Rio Tinto augmente sa contribution fiscale

IRINA TSIMIJALY | 02 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En 2024, Rio Tinto a réalisé un bond significatif de 28% dans ses paiements fiscaux en Afrique, atteignant un total de 150 millions de dollars, contre 117 millions l'année précédente, d'après le rapport publié par l'entreprise le 26 mars dernier. Les taxes et redevances payées par Rio Tinto couvrent une large gamme de projets d'infrastructure et de développement dans les pays où elle est présente, mais aussi des initiatives sociales soutenant directement les communautés locales.



À Madagascar, QIT Madagascar Minerals (QMM), la filiale de Rio Tinto, a vu ses paiements fiscaux augmenter de 56%, passant de 7,1 millions de dollars en 2023 à 11,1 millions de dollars en 2024. Cette hausse témoigne non seulement de l'expansion des activités de l'entreprise, mais aussi de son engagement à soutenir le développement des régions locales. QMM, qui extrait principalement de l'ilménite, consacre chaque année environ 4 millions de dollars à des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'infrastructure, renforçant ainsi ses liens avec les communautés locales.

Croissance durable

Outre l'impact fiscal, l'entreprise génère plus de deux mille emplois directs dans la région de Tolagnaro, avec plus de 80% des employés recrutés localement. Ce modèle de

création d'emplois, axé sur le développement des compétences et la formation, permet à QMM de jouer un rôle important dans l'économie régionale, tout en améliorant les conditions de vie des populations locales.

En Afrique du Sud, Richards Bay Minerals (RBM), une autre filiale de Rio Tinto, a contribué à hauteur de 79,3 millions de dollars en 2024, illustrant son importance économique dans la région. Bien que RBM fasse face à des tensions avec les communautés locales concernant les effets de l'exploitation minière, l'entreprise continue de soutenir des initiatives locales de développement et de formation.

En Guinée, le projet Simandou, l'un des plus grands gisements de fer au monde, a généré 58,3 millions de dollars en paiements fiscaux en 2024 pour Rio Tinto. Ce projet représente un enjeu stratégique majeur pour le groupe, et les revenus générés contribuent au financement d'infrastructures cruciales pour le pays. Toutefois, Simandou soulève également des préoccupations environnementales et sociales, notamment en ce qui concerne les effets sur les communautés locales et l'écosystème. La relocalisation de certaines populations et les risques pour la biodiversité soulèvent des interrogations, malgré les efforts de Rio Tinto pour mener des projets plus responsables.

Simandou demeure toutefois un projet prometteur pour la Guinée, notamment en matière de création d'emplois et de développement économique à long terme. Il représente un levier pour diversifier l'économie du pays, mais la gestion durable des ressources reste un défi majeur.

Technologie agricole - Première récolte de champignons Juncao

IRINA TSIMIJALY | 02 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 28 mars 2025, vingt-cinq participants formés à la culture de champignons avec la technologie Juncao ont réalisé leur première récolte. Ce programme, initié par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, a débuté le 12 mars 2025 sous l'initiative du ministre François Sergio Hajarison.

Le secrétaire général du MINAE, Gaétan Ramindo, représentant le ministre, a assisté à cette première étape de production. « Cette méthode permet d'augmenter la production alimentaire tout en créant des opportunités économiques », a-t-il précisé.

La culture de champignons repose sur un cycle de production rapide et sur l'utilisation de semences locales. « L'objectif est de réduire la dépendance aux importations en développant une production sur place », a ajouté le secrétaire général. De plus, les champignons présentent un réel intérêt nutritionnel en raison des nutriments essentiels qu'ils renferment.

Les participants devront transmettre leurs connaissances et encourager d'autres producteurs à adopter cette technique. L'humidité, la circulation de l'air et la lumière

influencent directement la qualité et la quantité des récoltes. Un espace adapté, tel qu'un hangar, est nécessaire pour assurer de bonnes conditions de culture. Les platebandes utilisées mesurent 1 mètre sur 2, et



chaque sachet employé produit entre 400 et 500 grammes de champignons, avec plusieurs récoltes possibles.

« La technologie Juncao apporte une solution locale pour renforcer la production agricole », a conclu Gaétan Ramindo.

Mahajanga - Départ des premiers bateaux pour les Comores

VERO ANDRIANARISOA | 02 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le conseil des ministres du 6 mars, à Mahajanga, a décidé la reprise du transport maritime entre Madagascar et les Comores après plusieurs mois de suspension.

Trois bateaux transportant des passagers et des marchandises ont finalement quitté le port de Mahajanga jeudi, après plusieurs jours de préparation et une certaine appréhension de la part des opérateurs et des armateurs. Après des pourparlers entre les armateurs et les chargeurs avec leurs agents aux Comores, trois bons de départ ont été délivrés après le dépôt de la demande, selon le directeur de l'Agence portuaire maritime et fluviale (APMF) de Mahajanga.

« L'administration était prête depuis une semaine et des bateaux devaient partir depuis le samedi 22 mars. Les armateurs et les chargeurs ont encore parlé avec leurs agents des Comores et ils ont finalement décidé de partir », explique le directeur régional de l'APMF, l'officier de marine marchande Ronsard Franck Rakotozafiarimamy. Ce dernier a rappelé qu'une rencontre avec tous les opérateurs économiques locaux et armateurs à Mahajanga a eu lieu après le conseil des ministres du 6 mars.

Tout le monde a commencé à préparer les différents papiers pour l'autorisation de sortie des marchandises et des navires. Le ministère de la Santé publique a également mis en place les mesures sanitaires concernant les passagers et les équipages à l'entrée et à la sortie du territoire maritime de Mahajanga.

Le directeur régional de l'APMF a annoncé le mardi 25 mars, le débarquement au port de Mahajanga, des six premiers passagers venus des Comores, le dimanche 23 mars.

Mesures strictes

« Un bateau transportant six passagers est arrivé le 23 mars, au port de Mahajanga. Il a été retenu pendant plusieurs mois

aux Comores à cause du choléra. Le samedi 22 mars, le navire a quitté le port d'Anjouan, mais en cours de route, les responsables des affaires maritimes sur place ont lancé un appel pour qu'il retourne immédiatement vers le port de départ à la suite des consignes reçues du ministère local. Mais le bateau a continué sa route et est finalement arrivé à Mahajanga. Les mesures sanitaires ont été appliquées et les passagers ont été soumis à la chimio-prophylaxie. De nouvelles dispositions ont été mises en place, à savoir le port d'un badge obligatoire pour toute entrée au port et une fouille stricte des passagers. Ces derniers ont été directement conduits par bus vers le bureau de l'armateur. Les bagages ont été déchargés là-bas », précise le responsable régional de l'APMF.

Il est également appuyé que les mesures strictes pour assurer la sécurité sanitaire des passagers doivent être respectées. Tous les passagers doivent se soumettre à une chimio-prophylaxie préventive avant leur embarquement. De plus, des contrôles sanitaires rigoureux seront aussi effectués aux frontières dans le but de prévenir tout risque de contamination.

« Les bateaux sont partis, nous l'avons bien vu. Le gouvernement a tenu sa parole et la liaison maritime vers les Comores est de nouveau ouverte. À partir de maintenant, ni les techniciens, ni les autorités, ni qui que ce soit à Mahajanga ne seront responsables de ce qui se produira en cas d'entrave à ce voyage vers les Comores », déclare le maire de Mahajanga, Heriniaina Tia Solofomanga, assistant au départ des bateaux au port de Mahajanga, jeudi.

Baie de Tsimipaika : Un retour en force de la pêche aux sardinelles

ANTSA R. | 02 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

La Baie de Tsimipaika, à Nosy Faly, dans la région Diana, reste une référence en matière de pêche aux sardinelles, un poisson prisé pour sa saveur unique. Après une baisse notable de la production à 18 tonnes il y a 2 ans, conséquence du passage du cyclone Gamane, la récolte a retrouvé son niveau d'avant, atteignant à nouveau 30 tonnes, l'an dernier. Les premières prises de cette année laissent présager une hausse significative de la production, grâce à l'abondance des poissons

observée dès les premiers jours de pêche. Une bonne nouvelle pour les consommateurs malgaches, notamment à Analamanga, SAVA et Vakinankaratra, régions qui commercialisent les sardinelles. Ce rebond renforce, une fois de plus, l'importance du rôle que jouent les pêcheurs dans la sécurité alimentaire du pays, garantissant un accès durable à des produits de qualité. Une promesse d'un repas savoureux pour tous.

Marché public : Renforcement des capacités pour le personnel de la CNM

R.EDMOND. | 02 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

La ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, a lancé hier, à Anosy la Semaine de la commission nationale des marchés (CNM).

Dédié au renforcement des capacités du personnel de la CNM au niveau national, l'événement sera notamment marqué par des séances de formation destinées aux agents de la CNM.



Rôle déterminant

Une belle perspective pour la CNM, d'autant plus que les séances seront principalement axées sur l'amélioration des compétences des contrôleurs en finances publiques, en marchés publics et en partenariats public-privé. Une formation spécifique sera également dispensée aux nouveaux membres des commissions, recrutés à la suite

de l'appel à candidatures du 24 mai 2024. Par ailleurs, des sessions de recyclage et de renforcement des compétences des contrôleurs seront organisées afin d'uniformiser les pratiques. Dans son discours, la ministre des Finances a souligné le rôle déterminant de la CNM dans la réalisation des projets de développement à Madagascar. Elle a également insisté sur la nécessité d'une meilleure coordination et d'une rigueur accrue dans l'exercice des fonctions de chacun.

Levier majeur

L'accent a également été mis sur l'optimisation des procédures et le renforcement de la transparence, notamment par la publication imminente du « rapport de contrôle », outil essentiel dans la lutte contre la corruption. En somme, cette rencontre qui se tient jusqu'à demain est considérée comme un levier majeur pour améliorer la gestion des marchés publics. Parallèlement, la CNM poursuit ses efforts de dématérialisation et de mise en œuvre du Plan de réforme du système (PRS), tout en intensifiant le déploiement régional afin d'assurer une meilleure accessibilité et efficacité des services. Cette initiative vise ainsi à promouvoir une gestion transparente et responsable des fonds publics, contribuant de manière significative au développement global du pays.

Transport aérien - Madagascar Airlines étoffe sa flotte

IRINA TSIMIJALY | 03 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar Airlines renforce sa flotte avec l'arrivée de son cinquième avion, un ATR 72, accueilli à l'aéroport d'Ivato hier. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du Plan Phénix 2030.

En l'espace d'un an, la flotte de Madagascar Airlines est passée de un à cinq appareils. Pour garantir une meilleure régularité des vols, la compagnie a remis en état les avions immobilisés et retiré ceux jugés trop anciens ou coûteux à entretenir. Deux nouveaux appareils ont été

acquis, dont l'un précédemment exploité par Air Austral, désormais propriété de Madagascar Airlines.

Parallèlement, plusieurs mesures ont été mises en œuvre pour limiter les retards et les annulations. Un stock de pièces détachées, incluant moteurs et trains d'atterrissage, a été constitué afin de réduire les durées d'immobilisation. Vingt-quatre mécaniciens ont été recrutés et formés pour assurer un suivi technique rigoureux. Un nouvel outil de gestion de maintenance a également été

déployé, permettant d'anticiper les réparations et d'optimiser les coûts.

« Ce cinquième avion représente une réelle avancée pour nous. Il nous permet de proposer plus de vols tout en assurant une meilleure régularité. Les passagers peuvent désormais compter sur une compagnie plus fiable », affirme la direction générale de Madagascar Airlines.

Liaisons internationales en expansion

L'expansion concerne également les liaisons internationales. Selon le ministre des Transports, Valery Ramonjavelo, la fréquence des vols opérés par Emirates entre Dubaï et Antananarivo est passée de quatre à six par semaine, assurant une liaison quasi quotidienne. Ethiopian Airlines prévoit, de son côté, d'augmenter le nombre de ses vols entre Addis-Abeba et Madagascar, passant de onze à dix-sept par semaine à partir de juillet. Des discussions sont également en cours avec des compagnies du Rwanda, de Chine et d'Angola en vue de l'ouverture de nouvelles lignes stratégiques.

« Ces nouvelles liaisons sont essentielles pour nous. Désormais, il y a presque un vol par jour entre Madagascar et Dubaï. Ethiopian Airlines renforce aussi sa présence, et d'autres compagnies pourraient suivre. C'est une excellente nouvelle pour notre connectivité », souligne le ministre.

Pour accompagner cette croissance, un programme de modernisation des infrastructures aéroportuaires est en

cours. Un financement de 30 millions de dollars, mobilisé auprès de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale, est dédié à l'amélioration des aéroports de Tuléar, Toamasina, Sainte-Marie, Fort-Dauphin et Majunga. Par ailleurs, une étude est en cours sur la possibilité d'ouvrir l'aéroport de Morondava aux vols nocturnes, afin de renforcer l'attractivité touristique de la région.



« Nos aéroports ne répondent plus à la demande actuelle. Grâce à ce financement, nous procéderons à leur modernisation afin d'accueillir davantage de vols. Nous envisageons aussi d'ouvrir Morondava aux vols nocturnes, ce qui faciliterait l'arrivée des touristes », ajoute Valery Ramonjavelo.

Un défi persiste toutefois : le coût élevé du carburant à Madagascar, qui pèse sur le prix des billets d'avion.

Énergies renouvelables : Vers la mise en œuvre effective du Pacte énergétique

ANTSA R. | 03 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Un atelier de coordination a eu lieu au Carlton Anosy, le 1er avril dernier, réunissant le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), les partenaires internationaux, le secteur privé, ainsi que les acteurs du domaine de l'énergie. Cet événement fait suite à la signature, en janvier dernier à Dar Es Salaam, de l'accord sur le « Pacte national énergétique » de Madagascar, un projet stratégique visant à renforcer l'accès à l'énergie renouvelable. L'objectif principal de ce pacte est d'augmenter le taux d'accès à l'électricité de la population malgache, en le doublant d'ici 2030, en promouvant les énergies renouvelables. Ce projet s'inscrit dans les objectifs de

développement durable (ODD7), visant à garantir un accès universel à une énergie moderne, fiable, durable et à prix abordable. Les partenaires internationaux, tels que l'Agence française de développement (AFD), le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, ainsi que d'autres acteurs comme SEforALL et l'Union européenne, ont exprimé leur soutien financier pour accompagner cette transition énergétique. Selon les informations, 10% des financements des projets émaneront du gouvernement, 30% des partenaires internationaux et 60% du secteur privé.

Filière BTP : Soutien renforcé par la Fondation Hiroshi Uchida-Daiho

ANTSA R. | 03 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Comme chaque année, la Fondation Hiroshi Uchida-Daiho a attribué cinq bourses d'études aux étudiants en Masters, sélectionnés dans cinq établissements d'enseignement supérieur.

La cérémonie d'attribution de bourses s'est tenue le 31 mars dernier au Grand Restaurant de Chine à Tsiadana, en présence de l'ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji ; de représentants de Daiho Corporation, ainsi

que de la Caisse d'Épargne de Madagascar et des établissements partenaires. Cette année, cinq étudiants ont été récompensés pour leur excellence académique, dont trois sont inscrits en Master dans la filière Bâtiment et Travaux

publics (BTP) à Antananarivo et à Diego, tandis que le cinquième étudie l'Écologie et l'Environnement à l'Université de Toliara. La priorité a été donnée aux étudiants de la filière BTP, en raison de son lien direct avec les activités de la société Daiho Corporation, l'un des principaux partenaires de la fondation.



Soutien financier renforcé

Les bourses attribuées cette année ont vu leur montant augmenter, passant de 1 million à 1,5 million d'ariary. Cette décision a été motivée par l'augmentation générale des prix, comme l'a expliqué Hanitra Fida-Cyrille, administrateur général adjoint de la fondation : « Cette augmentation est nécessaire, compte tenu de la hausse du niveau général des prix. Notre objectif est d'aider ces étudiants à finaliser leurs études en Masters ». Ces bourses sont financées par les intérêts d'un capital déposé par la fondation à la Caisse d'Épargne de Madagascar, un partenariat de longue date.

Bénéficiaires

Pour cette année, les étudiants sélectionnés pour ces bourses d'études sont Tovoniaina Rabenirainy de l'ESPA, Sitrakiniaina Eric Rafanomezantsoa de l'IST, Manantsoa Faneva Ramahadison de l'ISPM, Manambala Mitony Andrianony de l'ESP Diego, et Keni Sterlin Ramanantena de l'Université de Toliara. Ces bénéficiaires ont été choisis parmi les meilleurs de leurs promotions, en reconnaissance de leurs efforts et de leur potentiel.

Solidarité durable

L'ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji, a salué l'engagement de la fondation et souligné l'importance de cette initiative comme un symbole de la solidarité et de la coopération entre les deux pays. Selon lui, « cette action témoigne de la profonde amitié et collaboration entre Madagascar et le Japon, qui permet à la fondation de poursuivre ses activités après 22 années de réalisations au service de l'éducation ». Il a également évoqué les projets majeurs, comme l'extension du port de Toamasina, qui auront un impact économique significatif pour Madagascar. Par ailleurs, il a encouragé les étudiants à suivre de près la 9e édition de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD), qui se tiendra en août prochain au Japon.

Partenariat

Outre la Caisse d'Épargne de Madagascar, la Fondation Hiroshi Uchida-Daiho collabore également avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, ainsi que des établissements d'enseignement supérieur qui participent activement à la sélection des bénéficiaires des bourses.

Ainsi, grâce à cette initiative pérenne, la fondation continue de soutenir la formation des futurs professionnels dans des domaines clés pour le développement du pays.

Madagascar – UE : renforcement de la coopération

JEAN RIANA | 03 AVRIL | LES NOUVELLES

Suite à la visite, le 1^{er} avril, de la délégation de la Banque européenne d'investissement (BEI) conduite par l'ambassadeur de l'Union européenne, Roland Kobia auprès du ministre des Travaux publics, Richard Rafidison à Anosy, la coopération entre Madagascar et l'Union européenne s'est renforcée.

Les discussions ont porté sur l'évaluation de l'avancement des travaux de construction de la RN13 entre Taolagnaro et Ambovombe, ainsi que la RN6 reliant Ambanja et Antsiranana. La délégation a souligné l'importance du respect du calendrier par rapport aux travaux prévus être achevés d'ici 2026, dans le cadre du projet de modernisation des réseaux routiers à Madagascar. Le financement des travaux sur ces deux axes routiers s'élève à 235,5 millions d'euros, dont une subvention de 116 millions d'euros de l'Union européenne, un prêt de

110 millions d'euros ainsi qu'une assistance technique à hauteur de 4,7 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement (BEI). La part de l'État malgache dans ce projet s'élève à 4,8 millions d'euros.

En tout, 348 km de routes seront modernisés grâce à ces financements. Par ailleurs, le ministre des Travaux publics, Richard Rafidison a indiqué que le gouvernement accorde une grande importance à verser les indemnités d'expropriation des personnes concernées par le projet.

Commerce – Les produits provenant de Madagascar taxés jusqu'à 47% par les États-Unis à partir du 9 avril, à l'exception de certains produits miniers

03 AVRIL | 2424.MG

Le président des États-Unis, Donald Trump, a signé ce mercredi un décret soumettant un droit de douane ad valorem supplémentaire de 10% à toutes les importations en provenance de tous les partenaires commerciaux. Et Madagascar fait partie des pays inscrits sur la liste. Selon le décret, le taux devrait augmenter jusqu'à 47% pour les produits provenant de Madagascar.

Selon le décret, cette décision fait partie des mesures prises par le président des États-Unis après qu'il a déclaré l'état d'urgence nationale face à ce qu'il qualifie de menace sur la sécurité nationale et économique de son pays et de ses citoyens. Il évoque, entre autres, le déficit commercial chronique des États-Unis dans leurs échanges avec les autres pays pour expliquer l'état d'urgence nationale. Seuls certains produits miniers, dont les minéraux critiques, ne sont pas concernés par les droits de douane indiqués dans le décret.

Par ailleurs, le décret précise que les droits de douane prévus s'appliquent jusqu'à ce qu'il soit établi que le

commerce avec le pays concerné atteigne un équilibre ou que le déséquilibre soit atténué.



Pour le cas de Madagascar, les chiffres avancés par la Maison Blanche font état d'un taux atteignant 93% pour les droits imposés aux États-Unis dans le cadre des échanges entre les deux pays.

Partenariat - Le secteur privé et la Justice se donnent la main

IRINA TSIMIJALY | 04 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secteur judiciaire malgache renforce sa collaboration avec le secteur privé pour favoriser le développement économique et lutter contre la corruption.

Le 2 avril 2025, Benjamin Alexis Rakotomandimby, ministre de la Justice, et Francis Rabarijohn, président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), se sont rencontrés pour discuter de ces enjeux cruciaux.

La lutte contre la corruption était au cœur des échanges. Francis Rabarijohn a souligné l'importance d'une justice

transparente et efficace pour garantir un climat des affaires stable.

« Il est vraiment important de renforcer la transparence et de rendre notre système judiciaire plus efficace, afin que les entreprises puissent se développer dans un environnement stable », a-t-il déclaré. De son côté, Benjamin Alexis Rakotomandimby a insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre la justice et le secteur privé pour améliorer le cadre juridique.

Le riz importé baisse, le riz local en hausse : Analyse des causes et des enjeux

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA | 04 AVRIL | LES NOUVELLES

Le marché du riz à Madagascar a récemment connu des fluctuations économiques qui suscitent l'intérêt des acteurs du secteur et des consommateurs. Alors que le prix du riz importé semble baisser, il est curieux de constater que le prix du riz local continue d'augmenter. Cette situation impacte non seulement les ménages malgaches, en particulier les plus vulnérables, mais aussi l'économie nationale dans son ensemble. Une telle dynamique mérite d'être examinée sous différents angles pour en comprendre les causes profondes et les enjeux qu'elle soulève.

Contexte général du marché du riz à Madagascar

Le riz est un aliment essentiel dans l'alimentation malgache, représentant une part importante de la consommation quotidienne des foyers. Madagascar, à la fois producteur et consommateur de riz, est une nation où une grande partie de la population dépend de la production locale pour satisfaire ses besoins alimentaires. Bien que le pays produise une quantité significative de riz, il importe également du riz pour répondre aux besoins de consommation intérieure, surtout en période de pénurie ou lorsque les récoltes locales sont insuffisantes.

Le marché du riz à Madagascar est dominé par deux types de riz : le riz importé, et le riz local, cultivé dans les rizières malgaches. Le riz importé est souvent perçu comme plus abordable pour les consommateurs urbains, grâce à la compétitivité des prix sur le marché international et aux subventions dont peuvent bénéficier les importateurs.



Baisse du prix du riz importé

Depuis quelques mois, on a remarqué une baisse significative des prix du riz importé. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance, notamment la baisse des coûts d'importation qui peut être liée à plusieurs éléments. Tout d'abord, on observe une baisse des prix des matières premières sur le marché international, surtout en Asie, où des pays producteurs de riz comme l'Inde et le Vietnam ont connu une surproduction. Cette surabondance a entraîné une chute des prix mondiaux du riz.

De plus, une gestion plus efficace des coûts logistiques et portuaires à Madagascar a permis de diminuer les frais d'importation. En particulier, la baisse temporaire des coûts de transport maritime a rendu le riz importé plus accessible financièrement.

Certaines politiques gouvernementales de soutien à l'importation et visant à garantir la sécurité alimentaire peuvent également expliquer cette tendance. Par exemple, des subventions ou des allègements fiscaux peuvent être accordés aux importateurs de riz pour assurer un approvisionnement constant sur le marché malgache, surtout pendant les périodes de faible production locale.

Les autorités malgaches ont aussi pu mettre en place des mesures pour stabiliser les prix du riz face aux fluctuations saisonnières ou aux risques de pénurie alimentaire. Cette approche vise à éviter des hausses de prix trop brusques pour les consommateurs.

L'augmentation du prix du riz local

En parallèle à la baisse du prix du riz importé, on observe une hausse du prix du riz local. Plusieurs raisons expliquent cette situation, en l'occurrence les défis de la production locale.

En d'autres termes, l'augmentation des prix du riz local est directement liée aux difficultés rencontrées par les producteurs malgaches. La culture du riz à Madagascar dépend fortement des conditions climatiques, en particulier des saisons des pluies. Et en cas de sécheresses ou de mauvaises récoltes causées par des événements climatiques extrêmes, la production de riz diminue, ce qui fait monter les prix.

En outre, le manque de mécanisation dans l'agriculture locale et l'absence d'infrastructures adéquates pour le

stockage et le transport du riz ajoutent à l'instabilité des prix. Les producteurs locaux doivent souvent faire face à des coûts de production élevés, rendant le riz malgache plus cher que son équivalent importé, surtout lorsque la production ne suffit pas à répondre aux besoins internes. Il y a également l'impact d'une demande croissante. Malgré la baisse du prix du riz importé, la demande pour le riz local reste forte, surtout dans les zones rurales où les habitants préfèrent acheter du riz produit localement. Cette demande soutenue, face à une offre parfois limitée, a entraîné une augmentation des prix du riz local, surtout lors des périodes de transition entre deux récoltes. Enfin, le circuit de distribution du riz local est souvent encombré de nombreux intermédiaires, dont les marges font augmenter les coûts de commercialisation. Les producteurs ne profitent pas toujours des meilleurs prix, car les grossistes et détaillants imposent leurs marges, ce qui augmente le prix final pour les consommateurs.

Les enjeux sociaux et économiques

L'augmentation du prix du riz local et la baisse du prix du riz importé soulèvent plusieurs défis pour l'économie malgache, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire, le pouvoir d'achat des ménages, et le soutien à l'agriculture locale.

La hausse des prix du riz local touche directement les ménages malgaches, surtout les plus vulnérables. Étant donné que le riz est un aliment de base, cette hausse entraîne une augmentation significative des dépenses des familles, en particulier pour celles vivant dans les zones rurales, où le riz local est souvent privilégié.

Les familles les plus démunies, qui dépendent du riz pour une grande partie de leur alimentation, voient leur pouvoir d'achat diminuer. Bien que le riz importé puisse sembler être une option moins coûteuse, sa qualité et ses caractéristiques ne correspondent pas toujours aux attentes des consommateurs locaux. Cela complique la situation pour ceux qui n'ont pas accès à des produits locaux à des prix abordables.

L'augmentation du prix du riz local pourrait, dans certaines circonstances, encourager la production nationale de riz. En effet, des prix plus élevés peuvent motiver les producteurs à redoubler d'efforts et à investir davantage dans leur production. Cependant, cette dynamique ne pourra être durable que si des solutions sont mises en place pour améliorer la productivité agricole et les conditions de vie des agriculteurs.

Perspectives et recommandations

Pour que Madagascar puisse profiter d'une stabilité des prix du riz, il est crucial d'adopter des politiques équilibrées qui soutiennent à la fois la production locale et la compétitivité des importations. Parmi les solutions possibles, on pourrait envisager des mesures pour renforcer la mécanisation de l'agriculture, améliorer les infrastructures de stockage et de transport, et apporter un soutien aux petites exploitations agricoles.

Améliorer la compétitivité du riz local face au riz importé pourrait également passer par une gestion plus efficace des chaînes de valeur et des incitations pour l'agro-industrie. Il est essentiel de soutenir les producteurs locaux pour maintenir une certaine indépendance alimentaire

tout en garantissant que le riz reste accessible à tous les consommateurs malgaches.

La situation actuelle du marché du riz à Madagascar met en lumière les complexités de l'interaction entre les dynamiques d'importation et de production locale. Alors que les prix du riz importé diminuent, le riz local fait face à

une hausse des coûts de production et de la demande. La gestion des prix du riz à Madagascar nécessite une attention particulière pour assurer un équilibre entre l'approvisionnement local et les importations, tout en soutenant les producteurs locaux afin de garantir la sécurité alimentaire du pays.

Sommet de la COI : des circuits spéciaux attendent les touristes

JEAN RIANA | 04 AVRIL | LES NOUVELLES

L'Office régional du tourisme d'Antananarivo (ORTANA) a préparé des circuits spéciaux, à l'occasion du Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) le 24 avril à Ivato. Le Rovani'i Madagasikara et celui d'Ambohimanga font partie des itinéraires de choix.

« L'ORTANA a pris soin de préparer ces circuits spéciaux pour donner aux visiteurs l'opportunité de découvrir Antananarivo et Analamanga, vu que les touristes vont affluer à l'occasion de cet événement d'envergure régionale », a fait savoir Mamy Rakotondraina, chargé de l'accueil et des randonnées auprès de l'ORTANA.

« Entre 60 à 100 personnes par jour, demandent des informations auprès de l'ORTANA à Antaninarenina et cela va probablement doubler d'ici peu », a-t-il ajouté.

A cet effet, le kiosk d'information de l'ORTANA est ouvert 7 jours sur 7. Les guides déployés pour l'occasion ont été spécialement sélectionnés, selon toujours Mamy Rakotondraina.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

